

Alexandra Monot
23 octobre 2005

Géopolitique du développement durable (sous la direction de Pascal Gauchon et Cédric Tellenne)

Pascal Gauchon et Cédric Tellenne (sous la direction de) : *Géopolitique du développement durable*, Rapport Antheios 2005, Collection Major, PUF, 2005, 365 p.



L'association Antheios rassemble des enseignants de classes préparatoires spécialisés dans les questions de géopolitique. Elle publie cette année une étude consacrée à un enjeu géopolitique d'importance dans le contexte actuel : le développement durable. Depuis quelques années, les publications sur le sujet se multiplient. Celle-ci a le mérite de mettre à mal de nombreuses idées reçues et de présenter un ensemble de contributions d'auteurs de différentes disciplines.

La question du développement durable occupe une grande place dans l'actualité des pays développés, principalement européens. Cette expression est apparue en 1987 dans le rapport de préparation au sommet de Rio, sous la plume de Gro Harlem Brundtland pour désigner la nécessaire transmission "aux générations futures" d'un monde "vivable, viable et reproductible". Son succès est tel qu'elle envahit aujourd'hui tous les domaines. L'ouvrage collectif, *Géopolitique du développement durable*, vise à revenir sur le concept afin de mieux en cerner les implications et les enjeux.

Le rapport Antheios s'organise en quatre parties. La première, « l'urgence », après avoir rappelé le contexte de la naissance du concept, tente d'en circonscrire une définition, les causes de la dégradation des indicateurs mondiaux de l'environnement (les progrès techniques, la croissance démographique et économique) et leurs implications (les mesures nécessaires des menaces, le développement d'un sentiment d'urgence amplifié par les médias et les groupes de pression) en fonction de différentes disciplines : philosophie, science, démographie, géographie, économie et sociologie. Ainsi, le développement durable est défini comme « la capacité de notre génération à améliorer sa situation matérielle tout en préservant le milieu pour que nos successeurs puissent en faire autant. Cela englobe la question des ressources naturelles, celle de toutes les formes de pollution, celle plus généralement de la protection de l'environnement ».

La deuxième partie s'attache à définir les principales « menaces » qui pèsent sur les ressources naturelles ou sur les énergies. Sont ainsi passés en revue les grands thèmes de la dégradation de l'environnement : la raréfaction (source de conflits géopolitiques) et les pollutions de l'eau,

le développement de l'agriculture productiviste et ses conséquences alors que la croissance démographique, qui se poursuit, devrait conduire à nourrir 8 à 10 milliards d'humains à l'horizon 2050, avec notamment les Organismes Génétiquement Modifiés ; ou encore l'artificialisation croissante des milieux. Mais, si dans les pays développés les thèmes de la « malbouffe » et de la filière bio sont à la mode, dans les pays en développement l'enjeu demeure la lutte contre la malnutrition, quand celle-ci n'est pas utilisée comme une arme politique. Dans le domaine de l'énergie, l'ère pétrolière a entraîné l'émergence de nouvelles dégradations de l'environnement (marées noires), comme le développement du nucléaire. L'optimisation des techniques de production et de consommation d'énergie ou de matières premières sont autant de risques pour l'environnement. Reste alors à savoir si les énergies renouvelables (biomasse, vent, énergie solaire) sont réellement les solutions écologiques annoncées. Ces problèmes concernent d'abord le Sud pris en otage entre la nécessité du développement économique, pour la survie des populations, et les exigences du Nord sur les questions de l'environnement depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992. Les politiques d'aménagement du territoire doivent alors s'adapter à ce nouveau contexte, souvent sous la pression des sociétés civiles.

La troisième partie tente de trouver les « responsables ». Il est, ainsi, facile de pointer du doigt l'industrialisation du monde, le Nord, le Sud, l'extension du capitalisme, le progrès technique, la société de consommation, les Etats-Unis. Mais les torts semblent pour le moins partagés. Les acteurs sont nombreux : les Etats, les marchés, les entreprises, les écologistes et les comportements des sociétés civiles qui sont pourtant les premières à dénoncer les dégradations de l'environnement. Le responsable est toujours l'autre ! Mais, entre les bonnes intentions et la réalité économique ou environnementale, le grand écart est souvent de mise, alors que nombre de tabous et de faux-semblants se cachent derrière les politiques des uns et des autres, car le développement durable devient à son tour un marché économique dans lequel s'engouffrent des entrepreneurs de plus en plus nombreux.

La dernière partie, intitulée « les politiques », présente par grands ensembles nationaux ou continentaux, les actions entreprises. La Triade est la championne de la protection de l'environnement, y compris aux Etats-Unis qui sont souvent accusés à tort d'être les pollueurs de la planète, sous prétexte qu'ils refusent de ratifier les accords internationaux, alors que la conscience écologique y est ancienne et portée par des courants philosophiques et esthétiques qui avaient conduit dès le XIX^{ème} siècle à la création des parcs nationaux. La nature apparaît dans ces pays développés comme sanctifiée, mais il ne faut pas se laisser abuser : les visées économiques y demeurent dans l'ensemble d'un intérêt supérieur. Ainsi, dans les pays développés, le territoire se décompose souvent en deux ensembles : les espaces protégés et les espaces sacrifiés. L'Inde et la Chine, anciennes civilisations aux populations nombreuses qui avaient su trouver un équilibre écologique tout en maîtrisant les milieux naturels, doivent faire face aujourd'hui à une crise écologique d'une ampleur sans précédent, en parallèle à leur développement économique, à leur croissance démographique et à l'explosion urbaine. La ville y apparaît largement comme concentrant les principaux problèmes environnementaux. Quant à l'Afrique, continent oublié et en marge des dynamiques mondiales, sa priorité est le développement, durable ou pas. Mais là, toutes les structures, qui permettraient la mise en place de politiques économiques ou écologiques, ont volé en éclats. Dégradation des sols, déforestation et désertification marquent désormais les milieux africains, du fait d'un gaspillage des ressources naturelles. Dans ce cadre, l'application des préceptes de développement durable, imposés par le Nord, s'attache à faire du continent un conservatoire de la faune et de la flore.

L'ouvrage est, de plus, enrichi d'encarts traitant un thème ou un exemple précis : l'Amazonie, entre prédatons, conflits et développement durable ; les OGM, avenir du monde agricole ou danger pour l'alimentation humaine ; le nucléaire et ses conséquences sur la santé ; le devenir des déchets nucléaires ; les lois de développement durable en France ; les biens publics mondiaux ; le monde paysan et l'altermondialisme ; le culte de la nature sauvage aux Etats-Unis ; le rôle des groupes de pression dans la politique environnementale ; la spécialisation de la Russie dans le retraitement des déchets nucléaires (« La Russie, poubelle consentante du monde ») ; l'exemple de Madagascar ; l'impact négatif de la manne des matières premières en Afrique.

La lecture de l'ouvrage achevée, se pose la question de la place de l'homme dans le développement durable. En effet, l'opposition entre l'homme et la nature semble être le cœur de la problématique. N'y a-t-il aucune réconciliation possible ? Le civisme et un peu de bon sens ne suffiraient-ils pas souvent à éviter bien des erreurs ? Sans doute est-ce bien trop naïf face aux enjeux économiques sous-jacents, bien mis en valeur dans cet ouvrage très bien documenté.

Compte rendu : Alexandra Monot

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net